

Hier après-midi à Metz, environ 200 employés de Gandrange ont manifesté devant la préfecture

«Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes»

A l'appel des syndicats CGT, CFDT et CFE-CGC, environ 200 employés de Gandrange ont manifesté hier après-midi à Metz. Le préfet a reçu une délégation et indiqué que Nicolas Sarkozy s'exprimerait sur le sujet la semaine prochaine.

■ «Personne n'a oublié les propos de Nicolas Sarkozy le 4 février dernier. Personne n'a oublié ses promesses.» Il est un peu plus de 15 heures hier place de la Préfecture à Metz quand Edouard Martin, représentant syndical CFDT, s'empare du mégaphone. Face à lui, un peu moins de 200 employés de l'aciérie ArcelorMittal de Gandrange. Faible mobilisation qui trahit un sentiment de découragement au lendemain de l'annonce du maintien du plan de fermeture partielle par la direction du groupe à Luxembourg.

Même ceux qui ont fait le déplacement à Metz ne semblent guère se bercer d'illusions. Personne n'a pourtant oublié les belles promesses du président de la République comme en attestent les nombreuses pancartes reprenant ses déclarations. «Aujourd'hui, il est temps de rappeler à M. Sarkozy les engagements pris. Où est le plan alternatif?



La manifestation d'hier ressemble bien à un coup d'épée dans l'eau: la rencontre syndicats-préfet n'a pas débouché sur grand-chose (Photo: JB Presse)

C'est la question que nous allons poser au préfet», tonne Edouard Martin.

Les représentants syndicaux prennent alors le chemin du bureau du préfet où ils resteront pendant près d'une heure. A la sortie, les visages sont crispés.

«Ça sent pas bon», prédit un manifestant. Retour au micro d'Edouard Martin: «On a coutume de dire que plus c'est long, plus c'est bon. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Nous avons demandé des réponses simples au préfet: existe-t-il un repreneur?

L'Etat a-t-il une autre stratégie? Le préfet n'a répondu à aucune de nos questions. Nous sommes déçus et frustrés.»

«Nous souhaitons vraiment que l'Etat livre sa position avant le comité d'entreprise de demain (aujourd'hui, ndlr). Ce si-

lence signifie que soit Sarkozy nous a oubliés, soit il n'a rien de concret à proposer.»

Sarkozy s'exprimera la semaine prochaine

Seule lueur d'espoir dans ce qui ressemblait à un ultime baroud d'honneur des syndicats, ces quelques mots lâchés par Bernard Niquet. «Le préfet nous a confirmé que le président s'exprimerait sur le sujet dans le courant de la semaine prochaine, avant le 14 avril», a déclaré Edouard Martin. Pour dire quoi? Sortir de son chapeau un nouveau repreneur après les multiples fausses pistes de ces derniers jours (Gerdaud puis Zaleski)? Annoncer des aides de l'Etat à la formation ou au reclassement? Rien n'a filtré. Quoi qu'il en soit, «au jour d'aujourd'hui, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Il faudra patienter encore un peu avant de pouvoir juger la crédibilité du chef de l'Etat».

Le moral est atteint mais pas question de baisser les bras. Xavier Phan Dinh, représentant CGT, appelle au nom du syndicat qu'il représente, à une grève à compter de ce soir (jeudi, ndlr) et à manifester à l'occasion du comité d'entreprise d'aujourd'hui à Metz. Celui-là même où Mittal officialisera sa décision.

■ Joseph Tripodi / JB Presse